

La crise : changer de cap

Mots clés associés : gouvernance mondiale, mondialisation | transitions (écologique, énergétique, ...) | modèles de développement, (dé)croissance | biomasse | crise écologique | économie de marché | pétrole

Résumé

Les crises actuelles financière, socio-économique, environnementale, du système international, ne sont-elles pas l'occasion de relever conjointement les défis majeurs de notre siècle : lutter contre la pauvreté et faire face aux changements climatiques en mettant en œuvre dans ce domaine un développement « socialement incluant » et respectueux de l'environnement ?

A cet effet, Ignacy Sachs suggère plusieurs pistes :

- développer le champ des activités hors marché,
- élargir l'économie sociale à l'intérieur de l'économie de marché,
- organiser une sortie progressive de l'âge du pétrole en mettant l'accent sur les économies d'énergie, en s'appuyant sur l'ensemble des énergies renouvelables et, tout particulièrement, sur l'usage multiple des biomasses (différents pays tropicaux jouissent dans ce domaine d'un avantage comparatif).

Mais pour que ces objectifs soient atteints, une coopération accrue entre pays industrialisés et pays en développement est indispensable.

Télécharger l'article en format pdf :



N 101 Sachs

Mise en garde : Cette version imprimable fait référence à l'ancien plan de classement de l'encyclopédie.

La nouvelle classification de cet article est :

- 1.3- Le développement durable en débat
- 4.1- Modèles de développement

Auteurs

Sachs Ignacy

Socioéconomiste, Ignacy Sachs est Directeur d'études honoraire à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, et fondateur du Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain (dont il fut le directeur jusqu'1997). S'étant partagé entre la Pologne, le Brésil, l'Inde et la France où il a créé et animé pendant 14 ans le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED), il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages traduits dans de nombreux pays. Il est consultant de plusieurs organisations internationales. Participant aux Conférences des Nations Unies de Stockholm en 1972 et de Rio en 1992, il a été à l'origine des concepts d'écodéveloppement et de développement durable.

Il est président d'honneur de 4D.

Texte

Crise, crise enfin, pourrions-nous dire si elle devait nous aider à changer de cap en direction d'un développement à la fois respectueux de l'environnement et porteur d'une plus grande justice sociale. En mandarin, *crise* s'écrit à l'aide de deux signes : le premier représente le danger et le second l'opportunité.

Un proche collaborateur du président Obama, Emmanuel Rahm, est crédité de la réflexion suivante : « Vous ne voulez quand même pas qu'une crise soit gaspillée. C'est une occasion de faire des choses importantes que vous auriez autrement évitées ». [1] De son côté, le Cercle des Économistes s'interroge sur ce qui nous attend : fin de monde ou sortie de crise ? [2]

Quatre crises conjuguées

En réalité, nous avons à faire à quatre crises conjuguées.

La crise financière, due aux excès du 'capitalisme de casino' et aux spéculations immobilières aux Etats-Unis, s'est transformée en une crise socio-économique de portée mondiale. Elle entraîne dans sa foulée une troisième crise, celle du système international, marquant peut-être la fin d'une mondialisation fortement asymétrique, allant de pair avec l'incapacité des Nations Unies à assurer la régulation de l'économie mondiale. La quatrième crise est de nature environnementale. Nous vivons le début de la sortie graduelle de l'âge du pétrole, la troisième transition dans la très longue histoire de la co-évolution de l'espèce humaine avec la biosphère, les deux premières ayant été la 'révolution néolithique', commencée il y a douze mille ans par la domestication d'espèces végétales et animales et la sédentarisation qui s'ensuivit, puis l'entrée dans l'âge des énergies fossiles à la fin du dix-septième siècle. [3]

De ces quatre crises, seule la dernière pourrait entraîner une fin de notre civilisation en l'absence d'une réponse suffisamment forte et rapide à la menace du changement climatique provoquée par

l'excès d'émissions anthropogéniques de gaz à effet de serre. C'est en cela que la crise actuelle diffère de toutes les précédentes.

Constater l'urgence des mesures à prendre pour éviter des modifications de climat délétères et en partie irréversibles ne doit cependant pas mener à un catastrophisme paralysant, affiché par certains représentants du courant de l'écologie profonde, ni à l'acceptation de la thèse sur l'inéluctabilité de la décroissance, tout au moins à moyen terme. Aussi longtemps que persisteront dans le monde les inégalités sociales béantes, nous nous devons d'attaquer d'emblée les deux défis majeurs du siècle : le changement climatique et la lutte contre la pauvreté.

Sans verser dans l'optimisme épistémologique, qui considère que l'humanité sera toujours à même de résoudre en temps utile les problèmes se posant à elle, il est permis de croire que ces défis peuvent être relevés. Un rapport récent du Secrétariat des Nations Unies nous enjoint de relier les deux objectifs que sont la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le changement climatique dans le cadre de la gestion à long terme des ressources naturelles et économiques. Il estime possible de mettre l'ensemble des pays sur la voie d'une forte croissance à faible émission de gaz à effet de serre et de promouvoir ainsi un développement socialement incluant et respectueux de l'environnement. [4]

Retour au débat entre les keynésiens de gauche et de droite

Comme il fallait s'y attendre, la crise a remis Keynes à la mode. Tout le monde est d'accord sur le fait que la sortie de la crise ne pourra se faire sans une intervention musclée de l'État. Le tout est de savoir quel est le but de cette intervention : revenir au plus tôt au statu quo ante, en se contentant pour cela de socialiser les pertes essuyées par les banques et les entreprises privées ou, au contraire, s'engouffrer dans la brèche pour amorcer des changements structurels en vue d'une sortie de crise par le haut, en s'engageant sur la voie d'un développement socialement incluant et en harmonie avec l'environnement ?

Nous retrouvons ici le vieux débat entre les keynésiens de droite et ceux de gauche. Il ne suffit pas de proposer une forte augmentation des dépenses publiques, encore faut-il choisir les domaines dans lesquels se feront les investissements publics au vu de leurs retombées sociales et de leurs impacts environnementaux.

La poursuite de changements structurels ne doit pas être confondue avec l'invention d'utopies. La sortie instantanée du capitalisme, à l'instar de la révolution russe de 1917, n'est pas à l'ordre du jour. Nous sommes assis sur les ruines de plusieurs paradigmes : ceux du socialisme dit réel, mais aussi du néolibéralisme débridé, fondé sur le mythe des marchés qui s'autorégulent, enfin de l'oxymore dans lequel s'est empêtrée une partie de la social-démocratie européenne : « oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». L'heure est à un volontarisme responsable, soucieux d'ouvrir la voie à des changements réalistes dans le cadre des économies mixtes, où le marché est fortement régulé par un État développeur.

Dans cet esprit, il convient de mettre en avant trois objectifs brièvement commentés ci-dessous : développer le champ des activités hors-marché, élargir à l'intérieur de l'économie de marché le périmètre de l'économie sociale et organiser une sortie graduelle de l'âge du pétrole (et peut-être aussi de l'âge des énergies fossiles), en explorant les potentialités d'une civilisation fondée sur l'usage multiple des biomasses, autant dire sur l'énergie solaire captée par la photosynthèse.

Réseaux universels de services sociaux

Dans la plupart des pays, l'éducation, la santé, la protection de l'environnement sont actuellement

des services publics accessibles de ce fait (du moins en principe) à l'ensemble des populations, soit gratuitement, soit moyennant le remboursement d'une part de leur coût. Leur élargissement et perfectionnement se répercutent donc sur le bien-être de ces populations sans passer par la médiation du marché, ce qui n'exclut pas par ailleurs la présence simultanée d'entreprises privées offrant des services analogues.

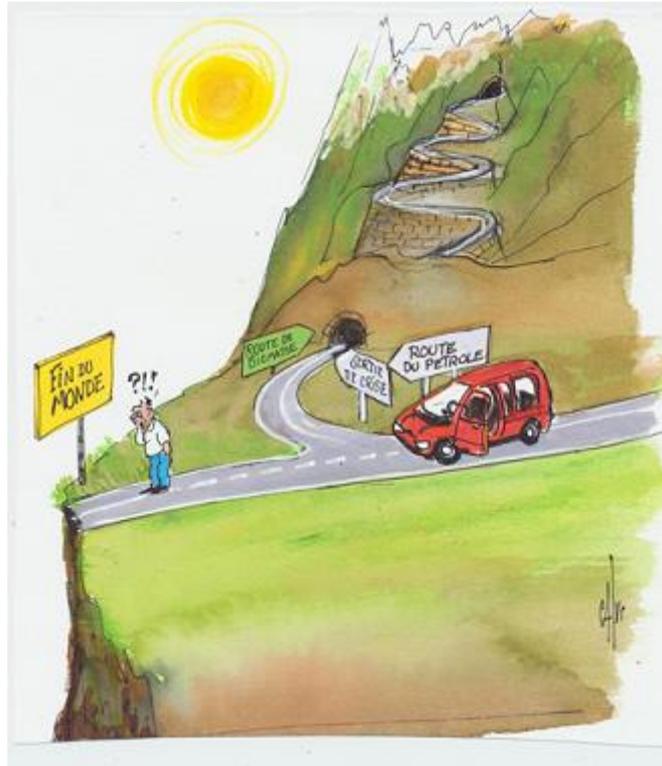
D'où l'intérêt d'inclure dans les politiques publiques de sortie de crise des investissements accrus allant à ces réseaux, en y incluant aussi la construction de logements sociaux, fortement créatrice d'emplois. Dans certains cas, on peut recourir, sur des terrains mis à disposition par les pouvoirs publics, à l'autoconstruction assistée des logements par les futurs occupants, à condition de les encadrer par des professionnels compétents et de leur fournir les crédits nécessaires à l'achat de matériaux de construction.

Une autre façon de promouvoir le hors-marché consiste à mettre à la disposition des intéressés des parcelles servant à l'autoproduction d'une partie de l'alimentation de leurs familles. Au moment où il devient possible, dans les super-potagers novateurs, écologiques et très performants, de produire le nécessaire à l'alimentation d'une grande famille sur moins de 60 m², tout au moins dans les pays tropicaux, [5] les jardins ouvriers et communautaires intra-urbains semblent promis à un bel avenir.

Le périmètre de l'économie sociale

En parallèle, la crise offre une possibilité d'élargir le périmètre de l'économie sociale à l'intérieur de l'économie de marché. Les petits producteurs associés en coopératives résistent mieux aux aléas de la conjoncture. En outre, les profits ne sont pas appropriés individuellement, ce qui permet en principe de les utiliser en fonction d'objectifs sociaux établis collectivement.

Le secteur public de services sociaux, créateur d'un contingent important d'emplois qualifiés, fonctionne comme un stabilisateur de l'économie en temps de crise. De surcroît, il s'inscrit dans la logique de satisfaction des besoins de la société et non dans celle du marché. De son côté, l'économie sociale se démarque de l'économie capitaliste par le fait qu'elle échappe, comme cela vient d'être dit, à l'appropriation individuelle des profits. Dans les deux cas, nous avons à faire à une subversion des règles du fonctionnement du capitalisme et à une réduction de l'emprise du secteur capitaliste sur l'économie et la société.



1.

Il convient de rapprocher cette configuration avec celle de la « troisième voie » que prônait Jawaharlal Nehru, Premier Ministre indien, au lendemain de l'indépendance de ce pays. Bien qu'influencé par le socialisme de la Fabian Society, Nehru créa un néologisme : le modèle socialiste de la société (socialistic pattern of society) pour se démarquer du socialisme dit réel. Un taux de croissance du secteur public supérieur à celui du secteur privé, des réformes agraires, une présence forte de l'État dans le secteur financier et une planification élaborée étaient censés mettre l'Inde sur l'orbite d'un développement qui se voulait équidistant du capitalisme et du socialisme.

De l'âge du pétrole aux biocivilisations modernes

L'environnement était absent de la pensée de Nehru, alors qu'il constitue au contraire un défi majeur et urgent aujourd'hui. C'est pourquoi nous devons absolument profiter de la crise actuelle pour élaborer au plus tôt une stratégie de sortie graduelle de l'âge du pétrole. Pour cela, il convient de réduire notre empreinte écologique sur la planète tout en poursuivant le double objectif de meilleure utilisation de la biocapacité existante et de son accroissement à travers la photosynthèse assistée et artificielle. À l'heure actuelle, chaque habitant de la planète dispose d'une biocapacité [6] de 2,1 hectares globaux, alors que son empreinte écologique atteint 2,7 hectares globaux. [7] Derrière ces moyennes se cachent des situations très différenciées. Les pays développés sont hautement déficitaires alors que de nombreux pays du sud et l'Australie disposent encore d'une réserve considérable de biocapacité.

Pour réduire l'empreinte écologique, il faut avancer dans quatre directions :

1. rechercher une plus grande sobriété au niveau de la consommation d'énergie (changements de styles de consommation et de mobilité, aménagement du territoire),
2. promouvoir une plus grande efficacité dans son usage
3. substituer le pétrole et les énergies fossiles par l'ensemble des énergies renouvelables
4. capter les gaz à effet de serre pour les recycler dans les serres (photosynthèse assistée et artificielle).

En même temps, nous devons redoubler d'efforts pour augmenter la biocapacité à notre disposition. Pour chaque biome, il faut évaluer le potentiel de production du trinôme **biodiversité - biomasse - biotechnologies**, ces dernières appliquées aux deux extrêmes du processus de production pour augmenter la productivité de biomasse par hectare et pour ouvrir de plus en plus l'éventail des bioproduits dérivés de biomasse : aliments, fourrages, engrais verts, bioénergies, matériaux de construction, fibres, plastiques et autres produits de la chimie verte, pharmacopée et cosmétiques.

La récupération des pâturages dégradés et leur reconversion à l'agriculture, le reboisement, l'enrichissement des forêts avec des espèces économiquement exploitables, la mise en valeur des espaces aquatiques (aquaculture, production d'algues à des fins énergétiques) peuvent contribuer à augmenter la biocapacité au service de l'homme. Il est même possible d'envisager la production de biomasse en plein désert dans des serres alimentées par l'eau de mer dessalée à l'aide de l'énergie solaire et par le gaz fatal des puits de pétrole.

Quelles sont les limites d'une biocivilisation moderne fondée sur la valorisation multiple de biomasses ? Les avis, comme il fallait s'y attendre, sont partagés, alors qu'une étude prospective approfondie de ce thème reste à faire.

Terres de Bonne Espérance

Tout porte à croire que plusieurs pays tropicaux jouissent d'un avantage comparatif pour avancer dans cette direction, à condition de mettre en valeur leurs atouts naturels par la recherche et l'organisation appropriée de la production. S'il en était ainsi, la sortie de la crise pourrait se traduire par un changement de la donne dans le développement inégal de l'humanité en faveur de ces Terres de Bonne Espérance, sans pour autant souscrire nécessairement à la thèse que le vingt-et-unième siècle sera celui du dragon et de l'éléphant (de la Chine et de l'Inde). [8].

En tout état de cause, il ne faut pas oublier que nous sommes tous passagers et membres d'équipage du même vaisseau spatial terre. Les sorties de la crise, capables de nous mettre sur l'orbite d'une forte croissance avec des émissions réduites de gaz à effet de serre, demandent une coopération accrue entre les pays industrialisés et ceux en développement. Comme le souligne à raison le rapport du Secrétariat des Nations Unies, cité en introduction, nous ne pourrions pas nous passer d'énergie chère dans les pays à hauts revenus, alors qu'il faudra la subventionner dans les pays en développement, le coût de ces subventions devant être assumé par les pays riches.

Ignacy Sachs

Notes

[1] Cité par Alan Binder, professeur d'économie à l'Université de Princeton, dans un article intitulé « *This crisis may prove to be wasted* », International Herald Tribune, 5-6 septembre 2009.

[2] C'est le titre d'un ouvrage collectif sous la direction de Pierre Dockès et de Jean-Hervé Lorenzi, Perrin, Paris, 2009

[3] Voir à ce sujet Clive Ponting, *A Green History of the World - the Environment and the Collapse of Great Civilisations*, Penguin Books, London, 1993.

[4] United Nations (DESA), *World Economic and Social Survey 2009 - Promoting Development, Saving the Planet*, New York, 2009, p. xv.

[5] Il s'agit d'un modèle mis au point au Niger et au Sénégal par JTS Semences (<http://jtssemences.com/>) ; voir aussi à ce propos Pro-natura International (www.pronatura.org).

[6] * Biocapacité : la biocapacité d'une zone biologiquement productive donnée désigne sa capacité à générer une offre continue en ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation.

* Empreinte écologique : pour la définition de l'empreinte écologique lire l'article à paraître de l'EDD sur le sujet. Si l'empreinte écologique d'une zone est supérieure à sa bio capacité, alors cette zone n'est pas utilisée de manière durable.

[7] Boutaud A., et Gondran N., *L'empreinte écologique*, (Paris : La Découverte, 2009).

[8] Daniel Barrios, « *Crisis : la gran oportunidad del dragón* », *Other News Info*, <http://other-news.info/noticias/ind...>

Bibliographie

- Boutaud A. et Gondran N., *L'empreinte écologique*, La Découverte, 2009
- United Nations (DESA), *World Economic and Social Survey*, Promoting Development, Saving the Planet, New York, 2009
- Pierre Dockès et Jean-Hervé Lorenzi, *Fin du monde ou sortie de crise ?* Perrin, 2009
- Thierry Jeantet, *L'économie sociale : une alternative au capitalisme*, Economica, 2009

Lire également dans l'encyclopédie

- * Ignacy Sachs, [*-Développement de la culture, culture du développement*](#), N° (20), Janvier 2007.
- * Christian Comelieu, [*-Ouverture des économies et développement durable*](#), N° (31), Mars 2007.
- * Ignacy Sachs, [*-Développement inclusif et travail décent pour tous*](#), N° (40/41), Mai 2007.
- * Alain Lipietz, [*-Crise financière, écologique, sociale*](#), N° (82), Février 2009.